

BUREAUX RUE NAIN, 1, ROUBAIX-TOURCOING: Trois mois... Six mois... Un an... L'abonnement continue, sauf avis contraire

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR-GÉRANT: A. REBOUX Le Nord de la France: Trois mois... Six mois... Un an... ANNONCES: 20 centimes la ligne RÉCLAMES: 25 centimes — On traite à forfait.

On s'abonne et on reçoit les annonces: A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeek, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée A PARIS, chez MM. Havas, Laffite-Bulier et C<sup>ie</sup> place de la Bourse, 8; BRUXELLES, à l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 24 MAI 1872

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Stock symbols (e.g., 3 1/2, 4 1/2, 5 1/2) and their corresponding prices (e.g., 55.40, 78.75, 87.25)

(Voir à la troisième page les dépêches commerciales.)

ÉLECTION D'UN DÉPUTÉ à l'Assemblée nationale

CANDIDAT

du comité conservateur libéral

M. BERGEROT

MAIRE D'ESQUELBEQUE

Membre du Conseil général

BULLETIN QUOTIDIEN

La question de la libération du territoire continue à être agitée dans les régions gouvernementales. Elle serait même entrée dans une nouvelle phase, si nous ne croyions les renseignements qui nous sont communiqués. M. le baron de Holstein, le secrétaire du comte d'Arnim, était chargé de s'assurer officiellement à Berlin si la convention était admise par l'Allemagne comme par la France, de discuter le principe de l'évacuation des départements envahis. Cette mission a parfaitement réussi, comme on sait. Officiellement, M. d'Holstein a indiqué les bases sur lesquelles devront s'appuyer les premiers pourparlers de deux gouvernements. De là même source où nous avons puisé cette information, nous tirons la nouvelle suivante: En même temps que se formait à Londres, à Vienne, à Bruxelles, à la Haye, des syndicats financiers pour le prochain emprunt de trois milliards à Berlin, les grands capitalistes allemands se groupent en vue de cette double éventualité. On fait des offres au gouvernement français pour tout ou partie du futur emprunt. On souscrit, auprès des syndicats formés, une somme assez considérable de cet emprunt, pour que de nombreux titres de rente française deviennent propriété allemande aux meilleures conditions possibles.

Des avis venus de bonne source annoncent que de nombreux soldats de Serrano ont fait leur soumission au roi Charles VII. — Le ministre de Madrid est démissionnaire. Le désarroi augmente chaque jour dans le gouvernement de ce pauvre Amédée.

Les derniers avis de Versailles nous apprennent qu'il y a eu une nouvelle conférence entre M. Thiers et MM. de Lasteyrie et Chasseloup-Laubat sur la question du nombre d'hommes à incorporer annuellement dans l'armée active, seul point sur lequel l'accord ne se soit pas encore effectué entre le gouvernement et la commission de l'armée. Si l'accord ne se fait pas, M. Thiers s'en remettra à la décision de l'Assemblée. La discussion de la loi sur l'armée commencera lundi.

La commission de l'armée s'est réunie et a adopté l'amendement des députés, anciens élèves de l'École. La commission a renvoyé ensuite au ministre de l'instruction publique l'amendement du colonel Denfert et repoussé l'amendement de M. de Castellane.

La commission Bamberger a entendu le général de Cisse. Le ministre de la guerre a déclaré que le gouvernement ne croyait pas devoir déferer au conseil de guerre les capitulations de Sedan et de Strasbourg. La commission, que cette déclaration a vivement mécontentée, a fait savoir au ministre qu'elle se prononcerait pour la publication intégrale de ces deux dossiers. — A. R.

La France et les gouvernements révolutionnaires

Nous empruntons au compte-rendu officiel le texte du remarquable discours prononcé par M. de Belcastel, à la fin de la séance du 22 mai:

M. de Belcastel. Messieurs... (La clôture! la clôture!) Messieurs, je ne vous demande que cinq minutes.

Je n'ai pas le goût des récriminations contre les hommes et les régimes tombés; j'estime qu'elles n'ajoutent rien à l'honneur du pays toujours solidaire à quelque degré, qu'on le veuille ou non, devant l'étranger et devant l'histoire, du gouvernement qu'il a subi. (Très-bien! très-bien!)

Mais puisque les hommes, personnification de ces régimes, se relèvent devant vous, sans avouer ni une faute ni une erreur, puisqu'ils discutent et rabaisissent dans des questions misérables de détail la responsabilité redoutable qui leur incombe, c'est notre droit d'élargir le débat; c'est notre devoir de dire au pays qui pourrait se méprendre à de si étroites discussions, et à ces hommes qui sont là pour répondre, nos vrais et sérieux griefs contre ces pouvoirs d'hier, ambitieux incorrigibles de l'avenir.

Non, messieurs, ce ne sont pas quelques marchés douteux, condamnables, sans doute, mais auxquels peu d'entre vous songeraient, s'ils nous avaient conduits à la victoire... (C'est vrai! c'est vrai!) ce ne sont pas ces marchés qui feront la honte ou la gloire impériale. C'est bien autre chose vraiment que nous reprochons à l'Empire.

Le vice ineffaçable de son origine; la représentation nationale violée, emprisonnée... (Très-bien! — Applaudissements sur un grand nombre de bancs) l'affront de la dictature infligée au peuple français pendant de trop longues années... (Très-bien!) l'équilibre européen, la liberté des consciences catholiques profondément troublées... (Rumeurs sur quelques bancs à gauche. — Vif assentiment à droite et au centre) par des attentats dont il fut complice envers le Saint-Siège; les ravages de ce régime dans l'ordre moral; la démoralisation continue qu'il opérât dans les caractères et dans les âmes en même temps qu'il élevait les pierres de nos cités... (Très-bien! très-bien!); les expéditions lointaines, coûteuses, stériles; enfin, une guerre follement déclarée, conduite avec ineptie, flétrie à Sedan par des humiliations que nos aïeux ne connaissaient pas... (C'est vrai! c'est vrai! — Applaudissements sur un grand nombre de bancs) cette guerre couronnée par le stigmate d'une troisième invasion et par l'Alsace perdue. (Mouvement. — Très-bien! très-bien!)

Voilà le bilan de l'Empire; voilà ce que M. Rouher aurait dû défendre et ce qu'il aurait défendu s'il avait pu le faire. (Très-bien! très-bien!)

Ces choses, j'ai le droit de les dire, car lorsque ce pouvoir était debout, dans mon obscurité, nul ne peignait sous des couleurs plus sombres les catastrophes qu'il nous préparait.

Quant à M. Gambetta...

A droite et au centre. Ah! ah! — Ecoutez! écoutez!

M. de Belcastel... cet autre César... (Rumeurs sur quelques bancs à gauche. — Applaudissements à droite et au centre.)

Messieurs, permettez-moi ce mot, car il est des Césars de toutes les tailles, et ces régimes d'aventure ne s'accordent qu'en un seul point, celui de nous donner des maîtres. (C'est cela! — Très-bien! très-bien! à droite.)

Quant à M. Gambetta et aux hommes du 4 septembre, je leur dirai qu'il y a deux crimes de lèse-nation dont ils ne se laveront jamais... (Rumeurs à gauche.)

A droite et au centre. Laissez-les donc parler!

— Faites silence!

M. de Belcastel. Le premier, c'est de n'avoir pas, au lendemain du pouvoir, emporté d'assaut, convoqué une Assemblée nationale française, pour lui remettre le soin des destinées du pays... (Applaudissements prolongés à droite et au centre), d'avoir conçu l'orgueil, insensé dans la crise formidable que nous traversons, de vouloir sauver le pays à soi tout seul, par ses propres lumières... (Très-bien! très-bien!) et par une circonstance inouïe, d'avoir étouffé ainsi le génie de la France, au moment où, dans des phrases fameuses, on affectait de l'invoquer... (Nouveaux applaudissements à droite et au centre.)

Le second, c'est d'avoir donné au gouvernement qu'ils fondaient le nom de République, illégitime tant que la France ne le consacrait pas... (Rires à gauche. — Assentiment au centre et à droite.) Et certes, le nom de gouvernement de la défense nationale était assez beau et assez grand pour s'en contenter et le garder... (Nouvel assentiment à droite) c'est, dis-je, d'avoir donné à ce gouvernement le nom de République, sans mandat de la France. De telle sorte, messieurs, qu'il est arrivé ceci: loin de moi la pensée d'accuser les intentions au point de dire qu'on a fait le mal sciemment, — on s'est conduit, en fait, comme si la devise était: « Paris la fortune française plutôt que la République! » (Très-bien! très-bien! — Applaudissements à droite et au centre.)

La fortune française ne périra pas, messieurs, elle ne périra pas parce qu'elle est entre vos mains; elle a subi, vous le savez, un immense revers, et si la Lorraine, après l'Alsace, a été perdue, le coupable, vous le connaissez, c'est le 4 septembre!... (Vives dénégations à gauche, auxquelles répondent de vives marques d'assentiment à droite et au centre.)

M. le marquis de La Rochechouart. C'est M. Thiers lui-même qui l'a dit!

M. Lepère. Demandez à l'Alsace, qui a nommé M. Gambetta son député!

M. de Belcastel. Une moralité, messieurs, est à tirer de cet étrange drame, et la voici: Aucun gouvernement révolutionnaire n'a porté bonheur à la France! (Rumeurs à gauche.) Non, messieurs, aucun et jamais! (Applaudissements prolongés à droite et au centre)

(En descendant de la tribune, l'orateur est félicité par un grand nombre de ses collègues.)

Sur un grand nombre de bancs. La clôture! la clôture!

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 23 mai 1872.

Mais il n'a pas plus tôt touché la barre de la tribune qu'il se laisse gagner par une émotion de mauvais goût qui égare sa raison, surexcite ses nerfs et lui arrache des cris rauques, des gestes violents, des formes de phrases prétentieuses et vulgaires. Il suffit de l'avoir entendu improviser une seule fois pour être convaincu que ses discours, qui produisent tant d'effet dans les banquets, sont des leçons apprises d'avance. Dans la chaleur de l'improvisation, il lui est impossible de lier deux idées et de trouver un mot heureux. Hier, il avait une thèse excellente et susceptible des plus sérieux développements. Cette thèse a été posée d'abord par l'orateur en la forme que voici: M. Rouher s'efforce de nous prouver que l'empire avait une grande quantité d'armes, suffisante pour la guerre. De deux choses l'une: s'il avait réellement cet immense arsenal, il n'aurait pas besoin de faire, en quatre jours, 46 marchés nouveaux. Si, au contraire, l'empire était désarmé, le 15 juillet 1870, il a commis une de ces trahisons qui ne seraient jamais assez punies. Cette thèse, M. Gambetta l'a suffisamment développée pour répondre à l'indignation publique, mais il l'a mise en scène avec une violence de forme qui était du 93 tout pur et qui inspirait le dégoût. Un seul incident l'a relevé, c'est la lecture d'un rapport secret de M. Janvier de la Motte qui édifiait le gouvernement de l'empire sur l'insuffisance absolue de son armement.

C'est un membre de la droite, M. de Belcastel qui s'est chargé, aux applaudissements de la majorité, de faire ressortir la moralité de cette discussion. Il l'a fait avec un calme, une dignité de ton, une hauteur de vue qui rappelait le rôle du chœur antique dans la tragédie grecque. L'orateur nous a présenté l'empire et la république comme deux Césarismes qui s'arrachent les lambeaux de notre malheureuse patrie. Des acclamations prolongées, parties de tous les bancs de la majorité ont accueilli les paroles de M. de Belcastel.

Entre l'ordre du jour motivé par l'Assemblée et une mise en accusation des deux ministères de l'empire et du 4 septembre, il n'y a pas loin.

On a beaucoup remarqué les éloges chaleureux de M. d'Audiffret à l'adresse de M. Thiers, éloges applaudis par la gauche, accueillis par le silence de la droite; M. Gambetta aussi a fait ses compliments à M. Thiers, ce qui suffit pour expliquer l'attitude de la majorité.

Maintenant la commission doit hâter son enquête sur les marchés du gouvernement du 4 septembre, afin que le pays sache si M. Gambetta et ses agents peuvent échapper à la même responsabilité qui frappe les actes de l'empire.

Nous recevons de nouveaux détails sur les affaires d'Onate et d'Elgueta. A Onate, Amilivia eut affaire, non seulement à des miquelets, mais encore aux chasseurs de Mendigarria. La victoire des carlistes fut complète. Le même jour, le général Letona était battu à Elgueta. Forcé à une retraite de plus de 30 kilomètres, il vint, en passant par Vergara, se replier jusqu'à Onate. Ami-